



Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe

DPI/WCDRR/4
17 mars 2015

Tables rondes ministérielles - après-midi

RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE: LA CONFÉRENCE DE SENDAI EXAMINE LES MOYENS DE RENFORCER LES STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT PUBLIC POUR ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE POUR L'APRÈS-2015

SENDAI, JAPON, 17 mars - La troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe a tenu, cet après-midi, au Centre international de Sendai, au Japon, la dernière de ses cinq tables rondes ministérielles, qui était consacrée à l'examen des moyens à mettre en œuvre pour renforcer les stratégies d'investissement public en vue d'assurer l'application du cadre pour l'après-2015.

Parallèlement au débat général, en séance plénière, se sont déroulées pendant la Conférence, cinq tables rondes ministérielles sur les priorités et mesures essentielles aux fins du cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015. Les textes qui en sont issus seront communiqués à la Conférence lors de sa séance de clôture, demain, et inclus dans son rapport final.

Présidée par le Secrétaire d'État du Ministère de l'intérieur de la Roumanie, M. Raed Arafat, la cinquième table ronde ministérielle s'est attachée à mettre en évidence les avantages à long terme de l'investissement public et à identifier les mesures nécessaires pour augmenter les allocations budgétaires en vue de soutenir et d'assurer la mise en œuvre d'un cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015.

Quels sont les obstacles à l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans la planification budgétaire, comment surmonter ces obstacles, quel rôle peuvent jouer les ministères des finances, ont été les différentes pistes de réflexion proposées par M. Arafat pour la discussion placée sous le thème: « Stratégies d'investissement public pour la réduction des risques ».

Le Ministre de l'environnement et du développement durable de la Tunisie, M. Nejib Derouiche, a souligné que son pays avait réduit les risques de catastrophe, en garantissant notamment la protection des grandes villes contre les inondations et en protégeant les forêts contre les incendies. Cependant, a-t-il ajouté, un milliard de dollars est nécessaire pour améliorer les infrastructures dans le but de renforcer la résilience des communautés vulnérables. L'appui de la communauté internationale est donc nécessaire pour pouvoir mettre en œuvre le cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015.

Le Ministre des travaux publics d'El Salvador, M. Gerson Martinez, a insisté sur les efforts à fournir dans son pays pour développer une synergie entre les différentes sources de financement pour la prévention des risques de catastrophe, l'État devant assumer son rôle normatif, de gestionnaire et d'investisseur. Il faut également, a-t-il recommandé, investir en faveur des systèmes de suivi et d'alerte précoce et renforcer les différentes institutions de la construction et de la gestion des terres.

(à suivre)

Le Ministre des situations d'urgence du Kirghizistan, M. Kutabek Boronov, a affirmé que les ressources du budget intérieur étaient insuffisantes pour répondre aux besoins, le pays n'étant pas en mesure, seul, de prendre les mesures pour protéger sa population contre les catastrophes. Les États doivent accorder une attention particulière à la réduction des risques de catastrophe dans les objectifs de développement pour l'après-2015, a-t-il déclaré.

Représentante de la Barbade, Mme Marion Williams a mis l'accent sur la nécessité d'éduquer, d'informer et d'avertir la population au sujet des risques de catastrophe. Le pays, a-t-elle dit, participe notamment à un programme de gestion des zones côtières, ainsi qu'à un fonds d'assurance pour la gestion des risques de catastrophe pour les Caraïbes.

Le Ministre de la sécurité nationale de Trinité-et-Tobago, M. Carl Alfonso, a affirmé que son gouvernement avait mis l'accent sur des projets dans des domaines tels que la protection des zones côtières, qui sont érodées, la gestion des eaux et des crues, des programmes énergétiques. De même, 7,5 millions de dollars ont été investis en matière de coopération régionale pour la réduction des risques de catastrophe.

Le Vice-Ministre de l'intérieur de l'Iran, M. Ali Shahri, a souligné que son pays, sujet aux tremblements de terre, avait investi des ressources considérables dans la réhabilitation des écoles ou des hôpitaux, ainsi que dans la remise aux normes dans les domaines des infrastructures et de la construction. Il a appelé également la communauté internationale à se pencher sur le problème récent de tempêtes de sable qui a touché récemment l'Iran. Ces tempêtes de sable, a-t-il dit, constituent une véritable catastrophe et peuvent être plus graves que des tremblements de terre.

Le représentant du Tadjikistan, M. Khayridin Abdurakhimov, a indiqué que son pays avait mis en œuvre en 2010 une stratégie nationale des risques de catastrophe, laquelle sert d'orientation pour les organisations bailleuses de fonds des programmes de réduction des risques de catastrophe. L'investissement pour la lutte contre les facteurs de risques de catastrophe est rentable, en particulier dans le domaine de la prévention.

La Secrétaire générale adjointe de la Communauté est-africaine, Mme Jesca Eriyo, a fait observer que les stratégies d'investissement comme les régimes financiers en faveur de la création d'entreprises avaient abouti à une augmentation des investissements directs étrangers dans la région. De même, un cadre de dialogue concerté a été établi avec les secteurs privés et de la société civile, les groupes de femmes ou les chefs religieux.

Responsable de l'Autorité nationale de l'économie et du développement des Philippines, M. Arsenico Balisacan a relevé que les investissements publics en faveur de la réduction des risques de catastrophe étaient souvent insuffisants et ne permettaient pas d'atteindre les objectifs de développement en matière d'infrastructures et santé. C'est pourquoi il a appelé à une contribution de la part de la communauté internationale, des institutions financières multilatérales, comme la Banque mondiale, ou du secteur privé.

La Ministre des affaires intérieures de Cabo Verde, Mme Marisa Morais, a fait état des sérieuses difficultés auxquelles son pays était confronté pour mettre en œuvre les stratégies de prévention. Elle a mis l'accent sur la nécessité pour Cabo Verde d'accroître les efforts en matière d'éducation et de formation pour aider les populations les plus vulnérables.

Représentante de la municipalité de Naplouse, Mme Rima Arafat a souligné qu'en dépit des obstacles importants résultant de l'occupation israélienne, un plan de réduction des risques de catastrophe avait commencé à être mis en œuvre. Elle a précisé que c'était un travail accompli en réseau et avec des groupes communautaires, le secteur privé, des associations de femmes et de jeunes.

Le Directeur des transports et de la réduction des risques de catastrophe de l'Association des États des Caraïbes, M. George Nicholson, a demandé à la communauté internationale d'aider la région dans ses efforts en vue d'augmenter la résilience.

Les ministres et autres représentants des pays suivants ont également pris la parole: Bangladesh, Bahreïn, Burkina Faso, Madagascar, Myanmar, Ouzbékistan, Panama, République-Unie de Tanzanie et Viet Nam.

* * * *